



This project is funded by the Justice Programme of the European Union (2014-2020)



NBF
Notaries
Beyond Frontiers

Partners



Associate partners



CONSEJO GENERAL DEL NOTARIADO



CONSIGLIO NOTARILE DI MILANO



Focus sur le

Le droit des régimes matrimoniaux en Belgique, y compris les effets patrimoniaux des partenariats enregistrés

FEDNOT (Fédération Royale du Notariat belge)

The content of this presentation represents the views of the author only and is his/her sole responsibility. The European Commission does not accept any responsibility for use that may be made of the information it contains.

LE DROIT BELGE

- I. Les régimes matrimoniaux
- II. La cohabitation légale
- III. L'union libre ou la cohabitation de fait
- IV. Le Registre Central des Contrats de
Mariage

I. Les régimes matrimoniaux

A. Le régime primaire

- La protection du logement familial
- Le droit au bail
- Le droit d'exercer une profession
- La perception de revenus propres
- L'ouverture de comptes bancaires
- La contribution aux charges du mariage
- Les dettes contractées pour les besoins du ménage ou l'éducation des enfants
- La possibilité d'annulation de certains actes

▪ Les dettes personnelles

B. Le régime secondaire

1. Le régime légal de communauté

- la composition du patrimoine commun
- la composition des patrimoines propres
- la preuve de la propriété des biens
- les clauses d'apport en communauté
- les achats en remploi de fonds personnels
- les dettes des époux
- les dettes personnelles
- le partage de la communauté
 - Partage et divorce
 - Partage et décès

1. Le régime légal de communauté

- le partage de la communauté

- Partage et divorce

- Partage et décès

- quid si rien n'est prévu ?

- que peut-on prévoir?

En particulier:

- Clause de préciput

- Clause d'attribution de communauté ou « Au dernier vivant les biens »

- Clause d'attribution optionnelle

B. Le régime secondaire

2. La communauté universelle

3. La séparation de biens pure et simple

- La séparation des patrimoines
- La séparation des dettes
- La séparation de gestion
- La propriété des biens
- La contribution aux charges du mariage

B. Le régime secondaire

4. Les autres régimes de séparation de biens ou de séparation de biens « corrigée »
 - La séparation de biens avec société d'acquêts
 - La séparation de biens avec participation aux acquêts
 - La séparation de biens avec correction judiciaire en équité
 - Correction judiciaire : possible depuis 01.09.2018
 - Applicable dans le cas d'un divorce pour cause de désunion irrémédiable
 - Conditions ?
 - Demande
 - Circonstances modifiées défavorablement ou de manière imprévue
 - Conséquences manifestement inéquitables
 - Montant de l'indemnisation
 - Devoir d'information du notaire

C. La modification du régime matrimonial

→ depuis 1976, choix des époux pour ...

→ deux types de modifications de contrat de mariage

Toutefois, l'inventaire est obligatoire dans les cas suivants :

- à la demande d'un des époux
- pour l'adoption de tout autre régime matrimonial

D. Les donations entre époux

Deux types de donations

- La donation de biens actuels

- La donation de biens futurs

II. La cohabitation légale

A. Définition

B. Conditions de la cohabitation légale

C. Début

D. Fin

E. Droits et devoirs des cohabitants légaux

F. Les biens des cohabitants légaux

G. Mesures urgentes et provisoires

H. Droits du cohabitant légal survivant en cas de décès

II. La cohabitation légale

E. Droits et devoirs des cohabitants légaux

1° La protection du logement familial

- pas pour tous les cohabitants
- pouvoirs du tribunal de la famille
- conséquences pratiques

2° La contribution aux charges de la vie commune

3° La participation à certaines dettes



II. La cohabitation légale

F. Les biens des cohabitants légaux

1° les contrats de vie commune

2° contrat de cohabitation légale

- contenu du contrat : principe de liberté

- forme du contrat : acte notarié

G. Mesures urgentes et provisoires

H. Droits du cohabitant légal survivant en cas de décès



III. L'union libre ou la cohabitation de fait

- pas de lien juridique entre les partenaires
- conséquences de l'union libre...même en l'absence de toute réglementation

IV. Le Registre Central des Contrats de Mariage

- Quels documents sont enregistrés?
- Quelles informations sont enregistrées?
- Comment accéder aux informations dans le registre et qui peut le faire?

MERCI !

